

Les subsides

Le député pense peut-être que je me fais l'écho du ministre des Finances, mais je tiens à lui dire que je veux augmenter le nombre de programmes, à l'instar de mon prédécesseur. Je veux donner davantage aux conjoints. Je suis heureux que le gouvernement ait proposé le projet de loi C-26. Je suis heureux d'avoir modifié les prestations d'invalidité dans le budget et d'offrir un avantage supplémentaire aux 120,000 familles canadiennes qui s'occupent d'invalides. Je suis heureux d'avoir pu maintenir l'indexation dans le budget.

Cependant, je tiens à dire au député que les Canadiens doivent faire un choix et que le gouvernement, les députés et moi-même devons prendre des décisions difficiles pour savoir si notre société peut continuer à accroître les dépenses, soit 25 p. 100 à l'heure actuelle, qui servent au financement de la dette. Pouvons-nous augmenter ce pourcentage indéfiniment, ou faut-il prendre des décisions pour réduire le déficit et donner aux générations futures de Canadiens la possibilité d'avoir un emploi et de payer les services assurés par l'État? Même s'il n'existe pas de contrat social dans un État-providence, il ne faut pas oublier le principe de la responsabilité entre les générations.

Comme moi, le député et l'ensemble des Canadiens qui font partie de la main-d'œuvre active ont le devoir de payer leurs impôts pour assurer le bien-être des personnes âgées de 65 ans et plus dont les salaires et les revenus ont été généralement bas. J'accepte volontiers d'assumer cette responsabilité en tant que Canadien et je pense bien que tous mes concitoyens en font autant.

Il devrait cependant exister un certain équilibre. Si nous maintenons ce processus, dans les années à venir, je ne parlerai pas comme un ministre des Finances, mais bien comme un ministre de la Santé nationale et du Bien-être social qui, pour conserver les programmes existants, réclamerait des fonds qu'il saurait ne pas exister. Voilà ce que moi-même et mes successeurs réclamerions, sauf que les fonds n'existeraient pas. Telle était l'option que je devais envisager et c'est ce qui explique le choix que j'ai fait.

M. le vice-président: La période réservée aux questions et aux observations est achevée. Reprenons le débat.

Mme Sheila Copps (Hamilton-Est): Franchement, monsieur le Président, j'ai été quelque peu abasourdie d'entendre le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social (M. Epp) demander aux Canadiens de se serrer la ceinture. Il demande un effort particulier aux personnes âgées et aux gens qui ont un revenu inférieur au seuil de la pauvreté afin de permettre des transferts monétaires entre les générations.

Or son gouvernement a engagé une multitude de dépenses superflues qui ont de quoi faire frémir n'importe quel contribuable. Le gouvernement demande aux contribuables canadiens de se serrer la ceinture sur un ton moralisateur. Cependant, regardons un peu ce qu'il a fait au cours des huit premiers mois de son mandat. Une des premières décisions a été de doubler le personnel des ministres, ce qui coûte 15 millions de dollars aux contribuables canadiens. Au cours des 45 premiers jours du gouvernement, il y a eu 54 avions affrétés pour des personnalités, ce qui a coûté en tout \$345,000.

Le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social demande aux personnes âgées qui ont un revenu inférieur au seuil de la pauvreté de donner davantage. Dans le même temps, son parti achète des sapins de Noël conçus par des

décorateurs. Le premier ministre (M. Mulroney) dépense \$24,000 pour faire parvenir par avion l'exposé économique de novembre aux premiers ministres des provinces. Je suppose que c'est parce qu'il n'apprécie pas la valeur des services que peut rendre la Société canadienne des postes.

Pour la conférence des premiers ministres, à Regina, le gouvernement n'a pas hésité à faire déboursier aux contribuables canadiens \$500,000. A lui seul, le budget du premier ministre, qui a augmenté de 57 p. 100, coûte aux contribuables canadiens 2.6 millions de dollars supplémentaires. On peut supposer que les conservateurs ont fait installer de la moquette bleue partout, car les rénovations dans les bureaux des conservateurs ont coûté \$131,158. La facture totale pour ces quelques changements, sans compter les \$19,000 du voyage de Marcel Masse à Vancouver, les \$12,600 du voyage d'Harvey Andre à Saskatoon, les \$17,456 du voyage de Pat Carney à Calgary et les \$57,000 du voyage de Marcel Masse en Algérie et en Grèce...

M. le vice-président: A l'ordre. Je prie la députée de bien vouloir mentionner le portefeuille des ministres et non leur nom.

Mme Copps: Oui, monsieur le Président. Le voyage du ministre des Communications (M. Masse) en Algérie et en Grèce, avec retour à Ottawa, a coûté \$57,000 aux contribuables canadiens. Ces rénovations et l'embauche de nouveaux effectifs vont coûter en tout \$54,921,508 aux contribuables canadiens.

M. Andre: C'est-à-dire une fraction de ce que Lloyd Axworthy a dépensé pour son propre bureau.

Mme Copps: Je comprends que le gouvernement n'aime pas se faire dire ses quatre vérités. Le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social a osé prendre la parole et, faisant fi des promesses que le premier ministre et lui-même avaient faites, a demandé aux personnes âgées d'assumer le fardeau de la réduction du déficit. Il demande à ces personnes âgées, qui vivent en-dessous du seuil de la pauvreté, de permettre au gouvernement de réduire leur budget de \$30 par mois afin de pouvoir verser, à l'instigation du premier ministre et de la ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources (M^{lle} Carney), 2 milliards de dollars de l'argent des contribuables aux multinationales du pétrole.

Si le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social avait vraiment voulu que tous les Canadiens se sacrifient, il ne serait pas ligé au ministre des Finances (M. Wilson), au premier ministre et à la ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources pour offrir aux multinationales du pétrole un allègement fiscal sans condition puisé à même les impôts des Canadiens les plus pauvres. Le gouvernement agit en hypocrite lorsqu'il impose ces sacrifices aux personnes âgées, car le parti au pouvoir avait bel et bien promis au cours de la campagne électorale que s'il devait effectuer des coupes ou faire des changements, il ne les ferait pas sur le dos des Canadiens les plus démunis, soit les personnes âgées. C'est la promesse que le premier ministre lui-même avait faite dans son ouvrage intitulé *Telle est ma position*. Ce volume a été imprimé il y a environ deux ans et nous devons supposer que le premier ministre ne s'est pas converti sur le chemin de Damas depuis. Monsieur le Président, voyons ce que le premier ministre disait à propos de l'indexation des prestations versées aux personnes âgées: En commençant par les politiciens et autres fonctionnaires publics